Parti Communiste Révolutionnaire de France

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

POUR UNE VAGUE... RÉVOLUTIONNAIRE !

Un an après le premier confinement consécutif à l'apparition de l'épidémie de Covid-19, domine l'impression d'un scénario qui se répète : celui d'une vague montante mortelle de-venue incontrôlable, imposant l'enfermement durable de millions de personnes, comme l'a à nouveau annoncé Emmanuel Macron le 31 mars 2021.

La 3ème vague épidémique : mêmes causes mêmes effets...

À l'heure où nous écrivons ces lignes, la répétition de ce scénario se confirme par de nombreux indicateurs tels que l'augmentation continue du nombre de cas, d'hospitalisations, d'admissions en réanimation, de décès, la multiplication des clusters, notamment dans les établissements scolaires ; et surtout, la saturation de nombreux hôpitaux, qui a conduit des directeurs médicaux de région parisienne, dans une tribune publiée le 28 mars 2021, à évoquer un possible « tri des patients » sous l'effet d'une « médecine de catastrophe ».

Mais la différence entre la 3ème vague de 2021 et la 1ère vague de 2020, c'est que la responsabilité de Macron et de son gouvernement n'est plus dissimulable derrière le paravent de la surprise, du « *on ne savait pas* » ou de « *la faute au monde d'avant* ». Ne craignons pas de dire aujourd'hui que Macron, ses ministres et sa majorité LREM sont coupables des effets dramatiques produits par leur subordination et celle de l'Etat bourgeois à l'oligarchie monopolistique et financière au détriment de la santé et de la vie des habitants : coupables d'avoir laissé les hôpitaux en sous-capacité d'accueil chronique (7500 lits fermés en 2 ans, aucune ouverture depuis janvier 2020 !) ; coupables de n'avoir ni recruté ni revalorisé les personnels soignants en fonction des besoins criants ; coupables de ne pas avoir procédé à la réquisition complète et sans compensation des cliniques privées ; coupables d'avoir laissé sans protection suffisante, dans leurs entreprises, des milliers de travailleurs ; coupables de n'avoir donné aucun moyen supplémentaire aux établissements scolaires pour réaliser des protocoles sanitaires efficaces ; coupables des retards pris dans la campagne de vaccination ; coupables des demi-mesures « anti-Covid » guidées par les intérêts des monopoles.



Qui paie la crise ? Et qui s'en repaît ?

Cette culpabilité directe, de la part du gouvernement Macron/Castex, dans le drame sanitaire en cours, se double d'une autre responsabilité, également produite par la loi fondamentale du système capitaliste : ne pas toucher aux profits implique de faire payer la crise aux seuls travailleuses et travailleurs. C'est ainsi que, d'un côté, des milliards sont distribués sans condition aux entreprises y compris destructrices d'emplois, tandis que des économies doivent être réalisées sur le dos des salariés et des privés d'emploi, à travers la réforme scélérate de l'Assurance-Chômage, les restrictions budgétaires, le gel des salaires, les privatisations accélérées comme celle d'EDF… *[...]*

web

PCRF Parti Communiste Révolutionnaire de France

pcrf-ic.fr unionjc.fr

Les Amis d'Oulianov - BP 40084

75 862 PARIS CEDEX 18

Union de la Jeunesse Communiste

Et pendant ce temps, on voit s'allonger la liste des monopoles qui se sont gavés de profits à la faveur de la crise sanitaire : Amazon (+ 40 % de chiffre d'affaires en 2020), Deliveroo (+ 64%), Microsoft, Sony (+ 40%), Carrefour (+ 7,8 % de ventes, « meilleurs résultats depuis 20 ans » !) ; on voit s'amplifier le processus des fusions ou achats (comme par exemple celui de Suez par Veolia, créant un monopole privé de la gestion et du traitement de l'eau potable et des déchets), au détriment de nombreuses petites entreprises... Bien sûr, d'autres monopoles connaissent une forte baisse d'activité (pour la plupart momentanée ou segmentée), dans les secteurs de l'aéronautique, du pétrole, de l'hôtellerie, par exemple, mais ils bénéficient des aides d'un Etat qui n'a rien à redire à leurs plans de licenciements massifs, ni aux mesures de chantage visant à baisser les salaires et à augmenter le temps de travail.

Ni fatalité, ni État protecteur, ni illusions électorales... : se sauver par les luttes !

On voit par ce qui précède que, sans lutte, il n'y a rien à attendre d'un Etat qui ne « protège » que les profits, non seulement par le transfert d'argent public et par ses politiques antisociales, mais aussi par ses multiples manipulations idéologiques, médiatiques, et par toutes les mesures liberticides et répressives destinées à endiguer la vague montante des luttes.

Car ni l'état d'urgence ni les couvre-feux n'empêchent les luttes, parfois remarquables, de se multiplier. Saluons, par exemple, les mouvements de grève menés en mars pour les salaires (Carrefour, Agents d'accueil...), les conditions de travail (Postiers, Agents d'entretien de l'AP-HP...), les emplois (Roissy, Métallurgie aveyronnaise...), la réouverture des lieux de culture et le retrait de la réforme sur l'Assurance-Chômage (occupation d'une soixantaine de théâtres depuis le 4 mars)... !

Toutes ces luttes, en convergeant, en devenant massives et en ciblant les responsabilités politiques des gouvernants, au-delà de celles des employeurs, sont seules à même de faire reculer le capital. Les manœuvres électoralistes à l'oeuvre, en ce moment, en vue des régionales de juin, puis des présidentielles de 2022, nous rappellent également le caractère illusoire du « jeu démocratique » organisé par l'Etat bourgeois : à droite, on se prépare prioritairement au duel Macron/Le Pen, en surfant sur la vague sécuritaire et xénophobe tout en faisant mine de diaboliser le RN ; à gauche, les listes communes PS-PCF fleurissent à nouveau, tandis que « l'insoumis » Mélenchon joue les marchands de tapis auprès des Verts pour avoir une tête de liste aux régionales, EELV ayant la prétention de faire cavalier seul dans la plupart des régions...

Toutes ces tractations politiciennes n'apporteront aucune perspective d'amélioration des conditions de vie et de travail pour les travailleurs, la jeunesse et les retraités, comme l'ont montré toutes les expériences d'alternance politique vécues depuis des décennies dans notre pays.

Seul un puissant front de luttes, animé par une aile anticapitaliste à l'offensive contre l'axe Etat-patronat, permettra d'arracher des concessions au capital. Le PCRF, qui vient de lancer dans ce sens ses campagnes « *Accusons le capitalisme !* », par exemple « *Contre la vie chère* » et « *Pour l'emploi* », « *Pour la santé* », veut participer activement à la mise en mouvement de ce front de luttes.

Pour ce faire, il a besoin d'être rejoint par toutes celles et tous ceux qui, comme il y a 150 ans les Communards de Paris, aspirent à « faire la révolution d'abord » (Louise Michel), pour penser et réaliser le « monde d'après », celui du socialisme-communisme.

Le PCRF

Qui sommes-nous ?
Le Parti Communiste Révolutionnaire de France

- fonde sa politique sur le marxisme-léninisme, et conduit le combat quotidien contre le capitalisme, en dénonçant la propriété privée des moyens de production et d'échange et le contenu de classe de l'État bourgeois.

- vise à devenir l'outil d'avant-garde de la classe ouvrière et des couches opprimées, pour conduire la révolution socialiste, instaurer le socialisme dans la perspective du communisme, fondé sur le pouvoir du prolétariat, la propriété sociale et collective des moyens de production et d'échange, et la planification démocratique centralisée.

Pour découvrir nos campagnes

CONTRE LA VIE CHÈRE – NOUS ACCUSONS LE CAPITALISME

et

NOS EMPLOIS – NOUS ACCUSONS LE CAPITALISME

Rendez-vous sur les sites

https://viechere.wordpress.com

https://nosemplois.wordpress.com

Abonnez-vous au journal

Rubrique « Contact » de notre site : www.pcrf-ic.fr

INTERVENTION COMMUNISTE – PCRF – JOURNAL DU PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE DE FRANCE

Pour prendre contact avec le Parti Communiste Révolutionnaire de France, envoyez un message à l'adresse *ic.pcrf@gmail.com* ou écrivez à l'adresse postale indiquée au recto.

Imprimé par nos soins. Ne pas jeter sur la voie publique.